

Bulletin d'histoire politique

**Ronald Rudin, Making History in Twentieth-Century Quebec,
Toronto, Toronto University Press, 1997, 294 pages**

Patrice Regimbald



Volume 6, numéro 3, printemps 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063677ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063677ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Regimbald, P. (1998). Compte rendu de [Ronald Rudin, Making History in Twentieth-Century Quebec, Toronto, Toronto University Press, 1997, 294 pages]. *Bulletin d'histoire politique*, 6(3), 147–155.
<https://doi.org/10.7202/1063677ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Toronto, Toronto University Press, 1997, 294 pages.

On connaissait déjà l'article retentissant de Ronald Rudin sur l'interprétation révisionniste de l'histoire du Québec paru d'abord dans la *Canadian Historical Review* en 1992 puis traduit en français à l'hiver 1995 dans un numéro du *Bulletin d'histoire politique*. Rudin, dans cet ouvrage, étend sa réflexion à l'ensemble de la production historiographique québécoise au XXe siècle avec l'intention de marquer, dans la perspective d'une trajectoire longue, la déviation sinon la rupture tangentielle inaugurée par l'historiographie révisionniste dans l'interprétation du passé. Mais au préalable, l'auteur entend d'abord combler l'absence de monographie retraçant le développement de la profession historique au Québec. Il cherche de façon toute particulière à montrer comment l'écriture de l'histoire au Québec a été structurée à la fois par l'évolution interne de l'institution historique et plus largement, par les forces de changement à l'œuvre au sein de la société québécoise. La confusion quant au lieu où naissent et s'élaborent les interprétations historiques est entretenue par le syntagme initial du titre («Making history»....) qui, dans un premier sens (faire de l'histoire) garantit au lecteur l'examen du processus de l'écriture de l'histoire au Québec, tout en suggérant, dans un second sens (faire l'histoire) que cette historiographie, émanation du social et productrice de mouvement social (et donc d'histoire), ne saurait être analysée sans la prise en compte de sa fonction sociale.

Fondée sur l'examen approfondi de la production écrite des historiens québécois et sur le dépouillement systématique de leurs archives privées, l'étude s'inscrit explicitement dans une tradition d'histoire intellectuelle, appliquée à l'histoire écrite, à laquelle des auteurs comme Peter Novick et Carl Berger ont donné ses titres de noblesse. Point n'est besoin d'être très perspicace pour deviner l'intention de l'auteur de réaliser à propos de l'historiographie franco-québécoise l'équivalent quasi symétrique de ce qu'avait fait Berger, il y a un quart de siècle, sur l'historiographie canadienne-anglaise. Fuyant les formules du dictionnaire biographique d'historiens ou de la compilation ordonnée, Rudin, comme Berger naguère, se concentre sur les historiens qui, collectivement ou individuellement, ont modifié la façon d'envisager le

passé. Rudin tient cependant à se démarquer de la perspective «Whig» adoptée par Berger, lequel postulait un progrès constant du savoir. Sensibilisé à l'historicité de la vie intellectuelle, l'auteur insiste au contraire sur le caractère éminemment relatif de la connaissance historique; l'œuvre historique, utilisée comme document d'histoire des idées, n'est considérée que comme reflet du contexte social et institutionnel dans lequel elle a été produite. Rudin ne croit ni à la possibilité d'un savoir objectif («*For Groulx, as for his successors, there was no escape from the inherently subjective nature of all historical writing*», p. 50) ni même à l'idée d'un quelconque progrès du savoir historique lui-même: «*Though historians are often tempted to emphasize the steady improvement over time in the quality of historical writing, it seems more reasonable to speak of changes in style and perspective*» (p. 92). Ces convictions, qui scandent tel un leitmotiv, l'ensemble de l'ouvrage, tendent à assimiler les interprétations historiques à des points de vue particuliers, et ultimement, à des opinions parmi d'autres.

Dans la foulée, Rudin fustige le ton de la célébration de l'actuel adopté par ceux qui se sont penchés sur l'historiographie québécoise et leur reproche d'avoir ignoré les pionniers de l'histoire scientifique tels que Lionel Groulx (Serge Gagnon) pour porter l'attention sur la génération suivante réputée plus objective (Jean Lamarre). Ce trou de mémoire, dont l'explication repose en bonne partie, selon Rudin, sur le malaise que provoque, chez les intellectuels québécois, les idées sociales et politiques de Groulx, participe de la conception révisionniste de l'histoire, laquelle a abouti à ce curieux paradoxe: présenter le développement de la discipline historique comme singulièrement tardif alors même qu'on cherche à démontrer que le Québec est de tout temps moderne. C'est à un dépassement de cette contradiction que Rudin entend s'attaquer dans son ouvrage, en insistant sur les progrès de la discipline historique au début du XXe siècle.

On pourrait résumer l'examen de l'historiographie québécoise proposé par Rudin à une double entreprise de réhabilitation (Groulx historien et l'approche de l'Université Laval) et de déboulonnement (école de Montréal et interprétation révisionniste), la valorisation des uns et le rejet des autres se succédant en alternance au fil des cinq chapitres de l'ouvrage.

Les pages les plus neuves de la première partie portent sur le développement de la «profession» historique dans la première moitié du siècle. Rudin utilise intelligemment deux faits épisodiques de répétition pour rendre compte de la diffusion des critères de l'histoire critique et prendre la mesure du phénomène: les différentes éditions annotées de *l'Histoire du Canada* de

François-Xavier Garneau par son petit-fils Hector Garneau et les deux semaines d'histoire de 1925 et 1944. Alors que les annotations en bas de page de l'édition revue de *l'Histoire du Canada* de 1913 avaient été généralement bien accueillies, leur intégration au corps du texte dans l'édition de 1944-1946, au nom d'une meilleure lisibilité, recevra un accueil plutôt froid, signe selon Rudin de l'abandon progressif d'une conception traditionnelle de l'histoire. Quant aux semaines d'histoire, l'examen à vingt ans de distance des communications effectuées lors de ces réunions d'historiens démontrerait une acceptation grandissante du caractère scientifique de la recherche historique. Mais l'essentiel de cette première partie vise à faire ressortir le rôle et la contribution de Lionel Groulx dans la transformation de l'écriture de l'histoire au Québec: enseignement au collège de Valleyfield au début du siècle, voyage d'études en Europe, embauche à l'Université de Montréal comme conférencier et professeur d'histoire du Canada, séjours fréquents dans les archives, fondations de l'Institut d'histoire de l'Université de Montréal, de l'Institut d'histoire de l'Amérique française et de la revue qui en émane. En clair, Rudin cherche à montrer que Groulx est un historien «normal» (p.11), en phase avec les développements qui se produisent à l'intérieur de la discipline historique en Occident.

À cette réhabilitation de Groulx comme historien et bâtisseur, fait suite une volonté de démystification quant à la contribution des historiens de l'école de Montréal au renouvellement du savoir historique. Selon Rudin, on a exagéré le rôle des Michel Brunet, Guy Frégault et Maurice Séguin. Ceux-ci n'ont que très peu innové sur le plan des méthodes, n'ont produit à peu près aucun ouvrage significatif et n'ont joué qu'un rôle marginal dans les institutions mises en place par l'abbé Groulx. En fait, Rudin parle même de génération manquante, dans la mesure où à la mort de Groulx, ces historiens sont déjà hors-jeu, la professionnalisation de la revue et de l'Institut d'histoire de l'Amérique française étant poussée plus avant par des jeunes loups tels René Durocher et Paul-André Linteau. L'auteur leur attribue même la responsabilité de l'isolement de Groulx face à la communauté des historiens professionnels. Selon Rudin, Groulx s'est affirmé au cours de la période entre 1920 et 1950 comme un historien à la page, chercheur consciencieux capable de modifier ses vues en fonction des développements à l'intérieur de l'institution historique. Devant la trahison de ses disciples, Groulx aurait fait marche arrière à la fin de sa carrière pour se rapprocher d'hommes, tels Léo-Paul Desrosiers, qui n'avaient jamais particulièrement apprécié la dimension plus scientifique de sa carrière. Ce serait sur la base de ces dernières années que l'on aurait jugé Groulx comme un historien archaïque et conservateur. En fait, le seul crédit que Rudin accorde à ce groupe

d'historiens est d'ordre politique et identitaire: en posant le problème des fondements historiques de l'infériorité économique et politique des Canadiens français, ils auraient participé à la nouvelle image que les Québécois se sont forgés d'eux-mêmes durant les années 1960.

Tandis que les historiens de l'école de Montréal attribuaient à une cause fondatrice externe (la conquête) tous les dysfonctionnements de la société québécoise, les historiens de l'Université Laval (Marcel Trudel, Jean Hamelin et Fernand Ouellet) faisaient porter cette responsabilité à la société canadienne-française elle-même: faillite économique et commerciale de la colonie française (Hamelin), arriération des techniques agricoles dans le Bas-Canada (Hamelin et Ouellet), refus de suivre la voie des changements structurels de l'économie (Ouellet), etc. Sans attribuer une valeur intrinsèque plus grande à cette interprétation, Rudin met en valeur le caractère novateur des écrits des historiens de l'Université Laval, qui au tournant des années 1950, se sont inspirés du mouvement intellectuel des *Annales* pour définir de nouvelles exigences de méthode et renouveler l'interrogation du passé.

Enfin, Rudin réitère sa critique de l'interprétation révisionniste en stigmatisant la discontinuité introduite par cette approche dans l'examen du passé. On connaît désormais le refrain: l'histoire révisionniste, en dépeignant l'évolution du Québec comme s'inscrivant dans le modèle de développement des autres sociétés occidentales, aurait rompu avec une tradition interprétative séculaire qui, depuis Garneau, cherchait plutôt à explorer la singularité et les caractères distinctifs du passé du Québec dans l'ensemble nord-américain. Qu'apprend-on de nouveau dans ces quelques pages qui n'avait pas déjà été développé ailleurs? Assez peu, sinon que Rudin cherche à produire une sociologie de ce courant interprétatif. Il en identifie les accents «normalisants» chez Jean-Pierre Wallot et Louise Dechêne, présentés comme génération de transition, dégage certaines caractéristiques communes (formation universitaire au Québec, prédilection pour le travail en équipe, influence marquée des *social scientists* américains, croyance en une histoire dénuée de jugements de valeurs) tout en cherchant à en fixer les limites, très élargies faut-il le mentionner. Ainsi, l'ouvrage de Jean-Paul Bernard sur *Les Rouges* qui fait ressortir la persistance, après les Rébellions de 1837-1838, d'un courant de libéralisme politique et d'un programme anticlérical, est rangé dans la perspective révisionniste parce qu'il tend à marginaliser l'influence du clergé; *Entre ville et Campagne* de Serge Courville subit le même sort, considéré non pour la nouveauté de son objet, le phénomène villageois, mais parce qu'il marginaliserait le rôle de l'agriculture. Quant aux domaines

de l'histoire des femmes et de l'histoire du mouvement ouvrier, Rudin croit y déceler des velléités normalisantes par l'évacuation des particularités du syndicalisme catholique québécois (Jacques Rouillard) et de la situation des femmes (Andrée Lévesque). Face à cette vision du passé, instituée nouvelle orthodoxie interprétative, Rudin note les voix isolées qui font entendre un certain désenchantement; celles de Fernand Dumont, de Serge Gagnon (deuxième manière), de Louis Rousseau, de Gérard Bouchard, de Jocelyn Létourneau, de Jean-Marie Fecteau, mais aussi du *Bulletin d'histoire politique* et des *Cahiers d'histoire du Québec au XXe siècle*, nés dans les années 1990 de cette insatisfaction, ce qui, avouons-le, commence à faire bien du monde. À leur suite, Rudin prétend mettre à jour les illusions que les promoteurs de l'interprétation normalisante entretiendraient sur eux-mêmes en les décrétant historiens distincts. Ils se différencieraient de leurs pairs étrangers par la pratique d'une historiographie de la nation pour les fins de l'exploration de l'hypothèse normalisante, et par la croyance naïve en la possibilité d'un savoir impartial et objectif, deux habitus disciplinaires auxquels les historiens contemporains auraient renoncé depuis longtemps. Ce faisant, ces historiens s'interdiraient de percevoir que leur vision du passé, contemporaine d'une construction idéologique et identitaire valorisant depuis la révolution tranquille la modernisation et la normalisation de l'espace et de l'être québécois, émane et participe d'une même dynamique.

Écrit dans un style vivant, très bien documenté, l'ouvrage de Rudin propose une lecture stimulante et souvent nouvelle des grandes interprétations qui ont marqué l'historiographie québécoise. Le rappel de l'imbroglio juridique entourant la publication de la biographie de *Julie Papineau* par Fernand Ouellet, contestée devant les tribunaux par les descendants de la famille Papineau, est à ranger parmi les pages essentielles du livre. Ces qualités indéniables sont toutefois assombries par des affirmations souvent hasardeuses, voire téméraires, et des exigences de méthode un peu trop faciles à contenter.

Le désir trop appuyé de démontrer, mène à des extrapolations souvent rapides. Ainsi, l'appel lancé aux chercheurs par l'ethnographe et folkloriste Luc Lacourcière à la semaine d'histoire de 1944, en faveur de l'exploration des détails de la vie intime des hommes ordinaires plutôt que l'examen de la vie des politiciens et des héros, est interprété par Rudin comme l'indice de l'abandon d'une forme plus ancienne d'histoire. Pourtant, l'intérêt pour la «petite histoire» est une tradition bien ancrée dans l'historiographie et la littérature canadienne-française: dès le XIXe siècle, des historiens comme Henri-Raymond Casgrain et Joseph-Emond Roy s'intéressent à des sujets comme le folklore, les légendes canadiennes ou la vie dans les campagnes,

forme de «petite histoire» qui est exaltée par Camille Roy au début du XX^e siècle, dans ses *Essais sur la Littérature canadienne*.

Plus fréquemment, Rudin a tendance à forcer le trait. Certes, Lionel Groulx a joué un rôle important dans la transformation de l'écriture de l'histoire et son institutionnalisation au Québec. Fallait-il pour cela lui en imputer le mérite exclusif comme le suggère Rudin? À suivre ce dernier, Groulx, après avoir enfanté Frégault, Brunet et Séguin, aurait donné naissance par ses seules ressources à l'Institut d'histoire de l'Université de Montréal. Comment expliquer alors que Groulx, qui devrait être fier de son œuvre, consacre le plus clair de son temps et de ses énergies à l'Institut d'histoire de l'Amérique française et à sa revue? Comment rendre raison des visées de formation (cours publics et articles méthodologiques) de l'IHAF et de la RHAF, qui font double emploi avec les activités de l'Institut universitaire, sinon par le malaise que Groulx éprouve, de son aveu même, face à la nouvelle structure universitaire dirigée par Frégault? La volonté de montrer que Groulx est un historien à la page, au fait des grands développements qui se produisent au sein de la profession historique, alors que les historiens révisionnistes seraient déphasés face à leurs pairs étrangers, relève également du gonflement et de l'excès. Groulx présente assurément certaines parentés avec les franges les plus avant-gardistes de l'historiographie de son époque. Mais les clercs-historiens qui, comme Groulx, croient à l'action bienveillante de la Providence sont assez rares dans l'université américaine ou française de l'époque. De plus, les historiens français contemporains avec lesquels Groulx se sent des affinités, comme Jacques Bainville et Pierre Gaxotte, appartiennent à une historiographie de la nation droitiste et antirépublicaine, qui situe son champ d'action hors de l'université et tire sa légitimité, moins du respect des règles de la critique historique, que du talent littéraire, de la capacité de synthèse et du verdict du grand public. Groulx est loin d'être un représentant de la «profession» historique aussi typique que ne le laisse entendre Rudin. Du reste, la stratégie de rapprochement avec la «discipline plus large» apparaît en elle-même douteuse. Sur quels critères, en effet, faut-il fonder la norme disciplinaire, dans un paysage historiographique où l'éclatement des objets et des méthodes est croissant, et pour juger qui est dans le vent et qui ne l'est pas? Le verdict peut difficilement être autre chose qu'arbitraire.

D'autre part, les incohérences, trop nombreuses, discréditent les principales idées avancées par l'auteur. Rudin, au départ de son texte, explique le peu d'intérêt suscité par l'historiographie du début du siècle par son identification trop exclusive à la figure de Lionel Groulx, dont les idées sociales et

politiques rebutaient les chercheurs. Il a corrigé cette connaissance lacunaire d'ensemble par une attention non moins exclusive à la personne de Groulx. Ailleurs, Rudin remet en question le caractère novateur des travaux de Frégault en soulignant que sa biographie d'*Iberville le conquérant* présenterait, par ses accents héroïques et glorificateurs, une parenté proche avec l'historiographie de Groulx qu'il tente tout en même temps de présenter comme moderne. Ailleurs encore, Rudin ne peut s'empêcher, dans l'examen des travaux des historiens de l'école de Montréal, de se prononcer sur la valeur de ce savoir et d'estimer leur production comme peu significative alors même que tout au long de son étude il emprunte une position de relativisme absolu en refusant de considérer l'historiographie autrement que comme le simple reflet d'une conjoncture sociale et intellectuelle. Mais la contradiction la plus flagrante, c'est sans doute celle qui consiste à «normaliser» Groulx comme historien et à situer l'amorce de la modernisation du savoir historique au début du siècle, et non dans les années 1940 comme le proposaient les révisionnistes, alors même qu'il critique féroce­ment l'interprétation révisionniste pour sa modernisation trop hâtive du passé du Québec. Rudin serait-il un historien révisionniste qui s'ignore?

Ce sont toutefois des questions de méthode qui soulèvent les interrogations les plus vives. Jamais Rudin ne définit les notions sur lesquelles se structure et s'édifie sa construction d'ensemble. Le sens du terme de «profession» historique demeure toujours dans l'implicite, et on croit deviner, au terme d'une opération complexe de déduction, d'addition et de soustraction qu'on désigne par là: les notes infrapaginales + le travail dans les archives (les visées morales) + l'occupation dont on tire ses moyens d'existence. La notion de «communauté historique», invoquée tout au long de l'ouvrage n'est pas davantage précisée. Nous aurions pourtant aimé savoir quel était cette propriété commune partagée par les historiens — des pratiques méthodologiques? Un système de valeurs? Une déontologie et une éthique? — et quels en étaient les conditions d'accès et d'intégration? Cette «communauté» historique, dont Rudin situe la naissance au tournant des années 1920 (p.45), est-elle de toute façon autre chose qu'une vue de l'esprit? Sinon, comment expliquer l'absence d'appui des historiens de l'école de Montréal et de l'Institut d'histoire de l'Amérique française à Fernand Ouellet dans le litige qui l'oppose aux descendants de la famille Papineau? Serait-ce que les oppositions politiques l'emportent sur les solidarités objectives liant entre eux les «travailleurs de la preuve»?

Tout aussi contestable apparaît le choix de ne faire porter l'analyse que sur un petit nombre d'historiens, c'est-à-dire ceux qui, individuellement ou

collectivement, ont modifié la façon d'envisager le passé. Outre le fait que cela mène à une vision très partielle de l'historiographie — seulement pour la première moitié du siècle, on peut estimer à une bonne centaine les historiens qui peuplent les sociétés littéraires et savantes —, une telle stratégie d'enquête pose des problèmes de logique. Comment peut-on en effet établir l'action rénovatrice d'une interprétation si au préalable on n'a pas dégagé ce qui constitue la «science normale» des historiens aux dépens de laquelle justement s'est imposée la vision nouvelle? Est-il possible de faire ressortir l'originalité des uns (les historiens dignes d'intérêt) par rapport aux autres, si l'existence de ces autres, c'est-à-dire l'ensemble des producteurs engagés dans le champ, n'est pas même envisagée? N'est-ce pas avec ou contre ces historiens oubliés, par le partage d'un espace disciplinaire commun où s'activent les luttes de concurrence et les stratégies de distinction intellectuelle, que se sont construits ces historiens illustres? Cette incapacité de Rudin à dire le lieu institutionnel où a été élaborée l'historiographie québécoise, à délimiter cet espace relativement autonome où circulent les travaux, les méthodes et les problématiques des historiens, est d'autant plus grave que celui-ci a adopté la perspective du double reflet: l'œuvre historiographique témoignerait ou bien des changements à l'intérieur de la «profession historique» ou bien de transformations sociales plus larges. En l'absence d'un travail suffisant de conceptualisation sur les rapports de ces deux sphères «séparées» l'une avec l'autre, l'on doit se satisfaire d'une explication qui puise son principe tantôt dans l'une tantôt dans l'autre, selon les besoins de la démonstration.

Enfin, nous ne pouvons suivre jusqu'au bout de sa logique, la proposition de Rudin de ne considérer les interprétations historiques que comme le miroir de situations sociales. À trop insister sur l'historicité des productions intellectuelles, on risque de manquer l'essentiel: leur valeur comme connaissance. Rudin, quoi qu'il en dise, ne se dispense d'ailleurs pas de poser le problème de la validité des travaux sur lesquels il se penche en déplorant l'évacuation par les historiens révisionnistes des caractères les plus singuliers du passé du Québec. Réduire les interprétations historiques à l'expression de points de vue particuliers, comme le suggère Rudin, ce serait admettre qu'elles n'ont d'autres fonctions que politiques, identitaires, sociales ou idéologiques. Et cela, c'est irrecevable. Si la valeur des productions intellectuelles ne repose que sur les besoins conjoncturels qui les font naître, alors la réflexion de Rudin, née dans le contexte de Meech, n'aurait plus lieu d'exister, le débat sur la reconnaissance du Québec comme société distincte ayant perdu beaucoup de son actualité. Or cela non plus, nous ne pouvons l'admettre. Les propositions avancées par Rudin sont trop riches pour n'être pas prises au sérieux.

L'ouvrage de Rudin, dont le titre suggérait au départ l'examen du processus de l'élaboration de l'histoire écrite, est loin d'avoir rempli toutes ses promesses. Et pourtant, les mérites de ce livre sont grands, le plus important étant celui d'exister. Dans une configuration de pratiques institutionnalisées et d'attitudes intériorisées où les débats sont soigneusement évités, où l'émiettement et la spécialisation grandissantes apparaissent comme un système collectif de défense pour échapper aux remises en question trop brutales, l'étude de Rudin possède la très grande qualité d'aborder l'inabordable, de discuter l'indiscuté, de jeter en somme un regard critique sur la production du savoir historique au Québec. Et comme Rudin ratisse large, plusieurs risquent de se sentir concernés. À défaut d'avoir pu démontrer l'existence d'une communauté d'historiens, Rudin réussira peut-être, par la publication de ce livre, à créer un espace commun où échanges croisés et discussions permettront momentanément la reconstitution d'un corps éclaté. Saisissons l'occasion, avant que chacun ne succombe à la tentation de retrouver la calme et sereine culture de son jardin.

Patrice Regimbald
Université du Québec à Montréal

Robert Lahaise, *Libéralisme sans liberté*, Lanctôt, 1997, 188 p.

Robert Lahaise nous livre ici un petit bréviaire de l'histoire politique du Québec depuis la Conquête jusqu'à 1860. Il le fait sous la forme de l'essai, format littéraire tout indiqué vu la liberté qu'il offre, pour traiter du libéralisme politique et de son influence au Québec. De plus, dans une moindre mesure il nous entretient de nos avancées culturelles et techniques, ainsi que des loisirs et passe-temps de nos ancêtres. Tantôt frondeur, souvent sarcastique et toujours intéressant, il ne prétend pas à un ouvrage scientifique et «disciplinaire», pas plus qu'il ne tente de confirmer ou infirmer une théorie quelconque. Quoi qu'il fasse, il le fait cependant avec des sources rarement utilisées et d'une grande richesse.

En effet, c'est de la plume de nos chansonniers (pour la plupart anonymes), poètes et romanciers qu'il nous tire une histoire du Québec plus intimiste que celles que les sources plus officielles nous ont données jusqu'à présent. Il fonde sa périodisation sur le fait qu'au tournant de 1830, selon lui, les Canadiens français prennent conscience de leurs différences et de leurs particularités face aux autres peuples du monde et surtout face à nos ancêtres